

LE HARCÈLEMENT, SI ON N'EN PARLE PAS,

ÇA NE S'ARRÊTE PAS.



© SLAM / SLAMPHOTOGRAPHY



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR ET DE
LA RECHERCHE

Présentation de la 1^{ère} journée nationale
« Non au harcèlement » Jeudi 5 novembre 2015

SOMMAIRE

ÉDITO DE LA MINISTRE

LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE : UN ENJEU ÉDUCATIF MAJEUR

- Identifier le harcèlement à l'école
- Un constat et des réponses en chiffres

LES 4 AXES DE LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

- Sensibiliser
- Prévenir
- Former
- Prendre en charge

LES INITIATIVES POUR PRÉVENIR LE CYBERHARCÈLEMENT

- Un guide pour accompagner les équipes
- Zoom sur e-Enfance et le numéro net-écoute
- Le web se mobilise

PREMIÈRE JOURNÉE NATIONALE « NON AU HARCÈLEMENT » : LE CLIP DE PRÉVENTION POUR SENSIBILISER LES PLUS JEUNES

LA TROISIÈME ÉDITION DU PRIX « NON AU HARCÈLEMENT »

ILS NOUS SOUTIENNENT DANS LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

ANNEXES

- Le guide « Que faire dans mon école ? »
- Le protocole de prise en charge en primaire
- Les 4 fiches auteurs/victimes/témoins - enfants/parents
- Le cahier d'activités en primaire

NON AU HARCÈLEMENT

ÉDITO DE LA MINISTRE

Mesdames, messieurs,

J'avais annoncé, en février dernier, de nouvelles mesures pour lutter contre le harcèlement à l'École qui touche chaque année 700 000 de nos élèves. 700 000 enfants qui souffrent au quotidien de brimades, de moqueries, de mises à l'écart voire de violences physiques.

Il me semblait indispensable d'interpeller l'ensemble de la société en créant une journée nationale de mobilisation, ce 5 novembre, pour dire « Non au harcèlement ».

La campagne et les annonces que nous vous dévoilons ce jour s'adressent prioritairement aux enfants de primaire et aux témoins. C'est en effet dès le plus jeune âge qu'apparaissent les premières situations de harcèlement. S'agissant des témoins, la recherche et les expériences de terrain ont prouvé que c'est en les rendant acteurs de la prévention, en les faisant changer de regard et de position dans le groupe que le harcèlement diminuait.

Des solutions existent, cette journée a pour objectif de les faire connaître. Aucune famille, aucun enfant, ne doit se retrouver seul face à une situation de harcèlement.

Chaque professionnel doit être formé et outillé pour savoir répondre aux situations rencontrées dans son école, dans son collège ou dans son lycée. Pour cela des outils nombreux ont été réalisés : fiches conseils, protocoles, guides, outils pédagogiques.

Le harcèlement ne pourra diminuer que si chaque école et chaque établissement met en place un plan de prévention. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux situations rencontrées mais bien d'empêcher que des enfants ne soient harcelés en consolidant une politique préventive efficace en lien avec les familles et les partenaires de l'École.

Dire « Non au harcèlement » c'est refuser l'oppression conformiste, c'est refuser que la loi du plus fort ne soit érigée en norme. Le harcèlement va à l'encontre des valeurs prônées par l'École de la République : le rejet, la stigmatisation, le refus de l'altérité, le non-respect de la dignité humaine n'ont pas leur place dans l'enceinte de nos établissements scolaires.

Je sais que je peux compter sur l'engagement de chacun d'entre vous pour que le harcèlement ne soit plus tabou. Il est de notre devoir que chaque élève se sente en sécurité à l'école. La lutte contre le harcèlement est un des facteurs pour rendre le climat scolaire serein dans nos établissements, condition indispensable à la transmission des apprentissages que doit assurer l'École de la République.

Najat Vallaud-Belkacem

Ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE : UN ENJEU ÉDUCATIF MAJEUR

IDENTIFIER LE HARCÈLEMENT

Le harcèlement est une violence répétée qui peut être verbale, physique ou psychologique. Lorsqu'un enfant est insulté, mis à l'écart, menacé, battu, bousculé à répétition, on parle de harcèlement. Cette violence peut aussi s'exercer sur les réseaux sociaux, par SMS, sur des forums. On parle alors de cyberharcèlement. Ce type de violence peut exister partout, dans tous les groupes, dans et hors de l'École.

Victimes, auteurs et témoins

En milieu scolaire, le harcèlement est le fait d'un ou de plusieurs élèves à l'encontre d'une victime qui ne parvient pas à se défendre car elle est, au moment des faits, isolée, parfois fragilisée. Le rapport de force est inégal, la victime se retrouve esseulée face à un ou plusieurs auteurs souvent assistés de témoins.

Le rôle des témoins est essentiel : par leur silence voire leurs « encouragements », ils cautionnent la situation de harcèlement renforçant ainsi le rôle de l'auteur et l'isolement de la victime. On distingue trois types de témoins : les « outsiders » qui restent en retrait et ne disent rien, par peur parfois d'être la prochaine victime, les « supporteurs » qui sont complices des violences commises et les « défenseurs » qui s'opposent au harcèlement.

Les politiques préventives efficaces ciblent les témoins car, si leur positionnement change et qu'ils refusent collectivement le harcèlement dont est victime un de leurs camarades, la situation a de fortes probabilités de cesser. Les témoins peuvent dénoncer le harcèlement alors que la victime, souvent, n'ose pas parler de ce qu'elle vit, par peur, par honte parfois, par souci de ne pas inquiéter ses proches.

Le refus de l'altérité

Il n'existe pas de « profil » d'enfant victime. En effet, le harcèlement se fonde sur le rejet de la différence et sur la stigmatisation de certaines caractéristiques. Cette « différence » réelle, supposée, fantasmée va, au départ, cristalliser les attaques. Cette différence, très subjective, va varier d'un groupe à un autre. Elle peut concerner l'apparence physique, l'orientation sexuelle réelle ou supposée, un handicap, un trouble de la communication, des centres d'intérêts différents.

Les conséquences du harcèlement

Le harcèlement est difficile à repérer si les adultes ne connaissent pas les signaux pour l'identifier et ne croisent pas les regards entre professionnels, avec la famille et les autres élèves. Les conséquences du harcèlement sont graves pour tous les enfants et adolescents concernés.

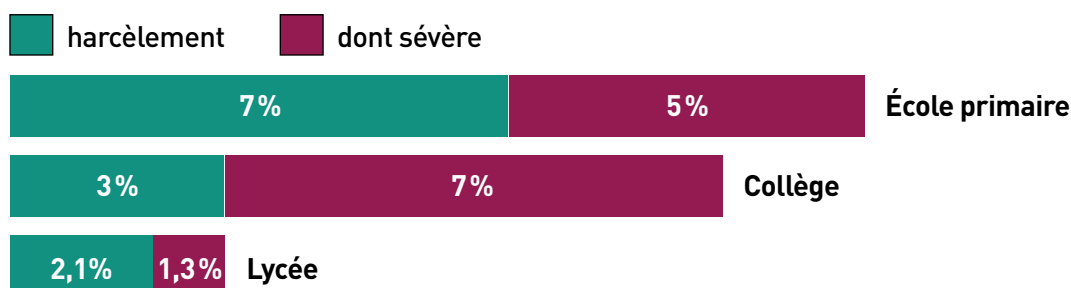
Les victimes souffrent, notamment, d'une perte d'estime d'elles-mêmes entraînant indisponibilité psychique, décrochage scolaire, absentéisme, isolement, somatisations, mal-être, comportements suicidaires et, à long terme, troubles psychiques ou de la socialisation.

Les auteurs de faits de harcèlement souffrent d'un manque d'empathie, marquant un rapport problématique à la violence, qui s'enracine également dans une forme de mal-être. Ils risquent d'être marginalisés et de subir des troubles de la socialisation.

Enfin, les témoins subissent également des conséquences non négligeables : sentiment de culpabilité pour n'avoir pas réagi, crainte de devenir victime, adoption d'un comportement violent pour « se protéger ».

UN CONSTAT ET DES RÉPONSES EN CHIFFRES

Le nombre d'élèves harcelés par niveau



En primaire, le harcèlement touche 12% des élèves, dont 5% de manière sévère à très sévère. Au collège, il concerne 10% des élèves dont 7% de manière sévère à très sévère. Au lycée, le harcèlement touche 3,4% des élèves dont 1,3% de manière sévère à très sévère. On dénombre environ 700 000 élèves concernés.

Ces chiffres sont issus d'enquêtes de climat scolaire et de victimation : ces enquêtes reposent sur une méthode validée scientifiquement, qui permet, sans questionner directement sur le phénomène, d'évaluer sa prévalence grâce au croisement des réponses à de multiples questions.

Un réseau de référents « harcèlement » départementaux et académiques

250 référents « harcèlement » sont répartis en département et en académie pour aider à la prise en charge des situations de harcèlement. Ces référents sont déclarés à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) car ils ont connaissance de données personnelles sur les élèves et leur famille, leur nombre est donc encadré par la loi.

Leur rôle est de gérer la prise en charge de situations de harcèlement dont ils ont eu connaissance par le numéro national « Non au harcèlement », le 3020, et par l'ensemble des relais locaux (numéro académique, courrier, courriel...). Ils doivent aider la famille et l'établissement scolaire à résoudre la situation de harcèlement.

Mais ce ne sont pas les seuls personnels à s'investir dans la lutte contre le harcèlement : les équipes éducatives et les chefs d'établissements, les conseillers techniques médico-sociaux, les psychologues scolaires, les médecins scolaires, les proviseurs vie scolaire, les inspecteurs de l'Éducation nationale, les équipes mobiles de sécurité sont tous concernés par la lutte contre le harcèlement.

Des formations sur tout le territoire

- **Pour les professionnels**

Depuis 2013, de nombreuses formations ont eu lieu. La Mission de prévention et de lutte contre les violences en milieu scolaire a sensibilisé 70 000 personnes au harcèlement et au climat scolaire. Un plan national de formation de 3 ans a été mis en place depuis 2013 sur le climat scolaire et le harcèlement à l'École supérieure de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESENESR). Chaque académie a inscrit dans son parcours de formation académique plusieurs formations sur le harcèlement accessibles aux personnels des premier et second degrés.

La ministre a demandé la formation de 1 500 formateurs et la sensibilisation de 300 000 personnes d'ici la fin de l'année 2016.

Pour aider à la mise en place des formations, un parcours Magistère de 9 heures a été créé. Il permet aux professionnels de travailler en équipe autour de la sensibilisation, de la prévention et de la prise en charge des situations de harcèlement.

- **Pour les élèves**

Des formations sont organisées en direction des élèves à l'initiative des établissements ou des académies. Dès cette année scolaire, toutes les académies devront mettre en place des formations d'ambassadeurs lycéens : des lycéens volontaires choisissent d'être formés au harcèlement pour conduire des actions dans leur lycée ou dans les collèges et les écoles de leur territoire. Cette prévention par les pairs permet de mobiliser les témoins et de rendre les élèves acteurs de la prévention. Cette formation est plébiscitée par les élus académiques et nationaux à la vie lycéenne.

LES 4 AXES DE LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

1. SENSIBILISER

EXISTANT



Une page Facebook
72 000 abonnés

NOUVEAUTÉS 2015 / 2016



Nouveau clip pour les 7-11 ans
diffusé sur de nombreuses chaînes de TV
(servira également de support pédagogique)



Nouveau site Internet
des ressources centrées sur l'essentiel
education.gouv.fr/nonauharcelement



Une journée nationale
le jeudi qui suit les vacances de la Toussaint

2. PRÉVENIR

EXISTANT

Des plans de préventions

obligatoires en école, collège et lycée
depuis la loi de Refondation

issus de la recherche,
simples à mettre en œuvre

Des outils

adaptés à tous les âges : vidéos, dessins animés,
serious game...

photos et vidéos réalisées par les élèves pour les deux
premières éditions du prix « Non au harcèlement. »

Des guides pour les professionnels

dont un guide sur la cyberviolence

NOUVEAUTÉS 2015 / 2016

Le harcèlement inscrit dans
**les programmes d'enseignement
moral et civique**

Des outils renouvelés

- guide « *Que faire dans mon école ?* »
- guide « *Que faire dans mon collège et lycée ?* »
- *cahier d'activités* pour le primaire
- grille de repérage du harcèlement pour les
professionnels et les familles

3^e édition du prix « Non au harcèlement » avec deux nouveautés :

- une rubrique « harcèlement sexiste » pour les 4^e/3^e
et les lycéens
- la rédaction d'un plan de prévention attaché à chaque
affiche et vidéo

Réserve citoyenne

Possibilité de s'inscrire pour s'engager contre
le harcèlement

LES 4 AXES DE LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

3. FORMER

EXISTANT

Une formation au plan national

Des formations de formateurs
en académie

Développement progressif
des formations sur site

NOUVEAUTÉS 2015 / 2016

Renforcement de la formation
des personnels

- **9h** **1^{er} degré** Un **magistère** alliant présentiel et travail à distance de 9 heures pour le 1^{er} degré
- Objectifs de formation d'adultes :

1 500

formateurs d'ici
la fin 2016

300 000

personnes formées
d'ici la fin 2016

Généralisation des formations
d'ambassadeurs lycéens dans
toutes les académies

4. PRENDRE EN CHARGE

EXISTANT



Un réseau de 250
référents « harcèlement »

Le harcèlement moral reconnu comme un délit par la loi depuis le vote de la loi du 4 août 2014 sur l'égalité entre les femmes et les hommes : article 222-33-2-2 du Code pénal

NOUVEAUTÉS 2015 / 2016



Un numéro à 4 chiffres, le 3020

Des protocoles de prise en charge rénovés

Des fiches conseils pour tous

victimes, auteurs, témoins et leurs familles

LES INITIATIVES POUR PRÉVENIR LE CYBERHARCÈLEMENT

Le cyberharcèlement est défini comme « un acte agressif, intentionnel, perpétré par un individu ou un groupe d'individus au moyen de formes de communication électroniques, de façon répétée à l'encontre d'une victime qui ne peut facilement se défendre seule »¹.

La cyberviolence toucherait environ 20% des jeunes scolarisés, le cyberharcèlement, 6% d'entre eux. Les filles sont davantage victimes de cyberviolences que les garçons.

Le cyberharcèlement se pratique via les téléphones portables, messageries instantanées, forums, chats, jeux en ligne, courriers électroniques, réseaux sociaux, site de partage de photographies, etc.

Le cyberharcèlement se distingue du harcèlement physique à plusieurs niveaux :

- la diffusion massive et instantanée des messages peut toucher un très large public, il est très difficile d'en reprendre le contrôle ;
- avec le cyberharcèlement, le harcèlement subi à l'école se prolonge au domicile, sans répit pour l'enfant ;
- l'auteur des faits de harcèlement peut rester anonyme en agissant via un pseudo ;
- les contenus diffusés peuvent demeurer en ligne, même si le harcèlement cesse.

UN GUIDE POUR ACCOMPAGNER LES ÉQUIPES

Afin d'accompagner les équipes éducatives dans la prise en charge de ce phénomène, le guide consacré aux cyberviolences a été actualisé.

L'enseignement moral et civique laisse une place importante à l'apprentissage de l'usage du numérique.

[1] Source : Smith, Mahdavi, Carvalho, Fisher, Russel & Tippett, 2008, « Cyberbullying: Its nature and impact in secondary school pupils », Journal of Child, Psychology and Psychiatry, n°49, p 376

ZOOM SUR E-ENFANCE ET LE NUMÉRO NET-ÉCOUTE

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a mis en place un partenariat avec l'association e-Enfance <http://www.e-enfance.org/>. Cette association, reconnue d'utilité publique et agréée par le ministère pour ses interventions pédagogiques auprès des élèves, des professionnels et des parents dans les établissements scolaires, a notamment pour mission l'éducation des enfants et des adolescents à une bonne pratique d'Internet. À travers le numéro vert national **Net Ecoute 0800 200 000** qu'elle opère avec le soutien de la Commission européenne et du ministère, ses experts proposent des moyens techniques, juridiques et psychologiques adaptés à la victime de cyberharcèlement, à sa famille et au personnel éducatif.

Les partenariats noués entre l'association e-Enfance et les différents réseaux sociaux permettent de faire cesser les manifestations en ligne du harcèlement.
Toutes les informations sur <http://www.netecoute.fr/>

LE WEB SE MOBILISE

Plusieurs bloggeuses et bloggeurs ont décidé de s'engager pour dire « Non au harcèlement » avec e-Enfance et Youtube en réalisant une vidéo sur le cyberharcèlement.



1^{ère} JOURNÉE NATIONALE « NON AU HARCÈLEMENT » : LE CLIP DE PRÉVENTION POUR SENSIBILISER LES PLUS JEUNES

Pour marquer cette première journée « Non au harcèlement » le 5 novembre 2015, la ministre a souhaité qu'un clip de prévention soit réalisé pour sensibiliser les jeunes élèves de primaire et pour faire connaître le nouveau numéro, le 3020.

Produit par 416 Production et Olivier Rodot, le clip a été réalisé par Mélissa Theuriau et Sébastien Devaud pour la télévision et le web. Mélissa Theuriau s'est inspirée du regard porté par les enfants sur le harcèlement, notamment, grâce aux créations des élèves de primaire dans le cadre du concours « Non au harcèlement ».

Un jeune élève de primaire, Baptiste, est en classe. La professeure des écoles est au tableau en train de noter les consignes. Derrière son dos les boulettes, les insultes fusent contre le jeune Baptiste pris pour cible. Progressivement la voix de l'enseignante s'efface et le spectateur se retrouve plongé dans l'univers de l'enfant : « minus » « tu sers à rien », « t'es nul » « débile ».

L'enseignante se rend compte que Baptiste est perdu et l'interpelle avec bienveillance pour lui signaler son manque d'attention, un premier signal pour repérer le harcèlement. Mais comme beaucoup de victimes, Baptiste n'est pas en mesure de parler.

Les élèves se retrouvent dans le couloir, les insultes se poursuivent mais cette fois une de ses camarades vient lui parler pour briser ce silence. Un geste simple mais qui est le premier pas vers une résolution de cette situation de harcèlement.

Mélissa Theuriau a reconstitué un environnement propice à la sensibilisation des élèves témoins de situation de harcèlement. Elle insiste sur le rôle majeur qu'ils peuvent jouer, sans être dans des comportements héroïques mais en rompant simplement le silence.

La situation est volontairement condensée pour rendre efficace aux yeux d'un enfant ce clip de sensibilisation.

NON AU HARCÈLEMENT

LA 3^e ÉDITION DU PRIX « NON AU HARCÈLEMENT »

Le prix « Non au harcèlement » est reconduit pour la 3^e année consécutive, en partenariat avec la mutuelle MAE et, cette année, le ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes. Ouvert aux écoles, établissements et structures péri et extrascolaires, il permet aux jeunes de 8 à 18 ans de prendre collectivement la parole pour s'exprimer sur le harcèlement, à travers la création d'une affiche ou d'une vidéo. Ce support de communication doit être réalisé dans le cadre du plan de prévention de leur école ou établissement notamment. Ce plan de prévention doit être systémique et inclure l'ensemble des acteurs de la communauté éducative.

En deux ans, ce sont **plus de 1 600 écoles**, établissements, structures péri et extrascolaires qui ont participé à ce prix en proposant des projets de prévention, basés sur une affiche ou une vidéo. Pour participer, les élèves doivent envoyer leur production ainsi que le plan de prévention de leur établissement au référent harcèlement de leur académie. Un jury académique remettra un prix « coup de cœur académique » en mars 2016 et sélectionnera les nominés pour le jury national.

Pour cette 3^e édition, **une catégorie spéciale est créée, en partenariat avec le ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes**. Les élèves concourant dans les catégories 13-15 ans (4^e-3^e) et 15-18 ans (lycée) pourront recevoir, au niveau national, un prix spécial « **harcèlement sexiste et sexuel** » si leur projet est sélectionné sur cette thématique au niveau académique. Une affiche ou une vidéo sera primée, pour chacune de ces deux tranches d'âge, sur ce prix spécial. Cela s'inscrit dans la mobilisation pour lutter contre le harcèlement sexiste dans les transports.

Les 10 lauréats nationaux (un lauréat par support - affiche ou vidéo, pour chacune des quatre tranches d'âge et les deux prix spéciaux) recevront chacun la somme de 2 000 euros pour accompagner la mise en œuvre de leur projet, à l'occasion d'une cérémonie officielle de remise des prix nationaux au mois de mai 2016.

Tous les supports de communication produits par les élèves seront utilisés comme outils de prévention. Les productions des 10 lauréats nationaux seront publiées sur le site « Non au harcèlement » et sa page Facebook, le portail éducol, le site education.gouv.fr et sur les sites partenaires.

CALENDRIER

- **29/01/2016** : date limite d'envoi des créations dans les académies
- **du 01/02/2016 au 07/03/2016** : sélection par les jurys académiques et remise des prix académiques
- **du 22/03/2016 au 01/04/2016** : sélection par le jury national
- **du 02/05/2016 au 13/05/2016** : remise nationale des prix

NON AU HARCÈLEMENT

ILS NOUS SOUTIENNENT DANS LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

The **WALT DISNEY** Company
France

THE WALT DISNEY COMPANY FRANCE

Pour soutenir la campagne « Non au Harcèlement », The Walt Disney Company France mobilise ses collaborateurs et met à contribution l'ensemble de ses medias pour sensibiliser les jeunes à ce phénomène et au rôle que chacun doit jouer pour lutter contre celui-ci.

L'entreprise a souhaité être un acteur à part entière de cette campagne :

- les équipes créatives de The Walt Disney Company France ont travaillé avec Mélissa Theuriau à la production et à la réalisation du spot de la campagne « Non au Harcèlement » ;
- ce spot « Non au Harcèlement » sera diffusé sur l'ensemble des plateformes media de l'entreprise (Disney Channel, Disney XD, Disney.fr ainsi que sur les media sociaux Disney) ;
- le digital étant l'un des media de prédilection de cette cible, des outils ont été développés pour leur permettre d'afficher leur soutien à cette campagne, dès le 29 octobre et jusqu'à la Journée nationale de lutte contre le harcèlement.

En parallèle, et au niveau mondial, depuis 2014, The Walt Disney Company a lancé la campagne « Choose kindness » pour sensibiliser son public au phénomène et montrer qu'une autre voie est possible, celle de la bienveillance. Cette initiative a été adaptée en France à travers la campagne « J'ai choisi », à la rentrée scolaire 2015, et met en avant des témoignages des stars des séries Disney Channel ainsi qu'une page dédiée sur le site de l'entreprise avec des conseils/astuces et les liens vers les organisations intervenant contre le harcèlement <http://www.disney.fr/jaichoisi>.



MON PREMIER ASSUREUR

MAE

Créée en 1932 par des enseignants, la MAE est la mutuelle numéro 1 de l'assurance scolaire. Partenaire historique du monde de l'éducation, la MAE s'investit également dans l'information, la prévention et la sensibilisation des élèves, des équipes pédagogiques et des parents aux problématiques à risques en milieu scolaire. Depuis plus de 20 ans, les animateurs prévention

MAE interviennent dans les établissements scolaires sur des thématiques aussi variées que la violence à l'École, l'éducation aux médias ou l'éco-citoyenneté pour donner la parole aux enfants et les rendre directement acteurs de la prévention.

À l'heure où des phénomènes tels que le harcèlement viennent perturber l'équilibre familial, les rapports humains, les relations au sein de l'École et les apprentissages, il est du devoir de la MAE de poursuivre son engagement dans la lutte contre la violence entre pairs.

Pour toutes ces raisons, la MAE s'associe, pour la troisième année consécutive, au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en participant au Prix « Non au harcèlement ». Elle récompense ainsi à hauteur de 1 000 € chacun des 30 « coups de cœurs académiques » et attribue à chacun des 10 lauréats nationaux sélectionnés par un jury co-présidé par Edgard MATHIAS, président national de la MAE, la somme de 2 000 €.

francetélévisions 

FRANCE 2, FRANCE 5 ET FRANCE TÉLÉVISIONS POURSUIVENT LEUR ENGAGEMENT CONTRE LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE

Consciente du fléau majeur que représente le harcèlement à l'École, France 2 a diffusé en février 2015 un documentaire événement, *Souffre-douleurs : ils se manifestent*, qui a profondément marqué les esprits et entraîné une réelle prise de conscience au sein de la société. La mobilisation de la chaîne à cette occasion, ainsi que la mise en ligne d'une plateforme de témoignages et d'un manifeste, avaient considérablement amplifié l'écho de ce documentaire, faisant bouger encore plus les lignes autour de ce débat de société de premier plan.

Toujours mobilisée sur cette cause, France 2 prolonge son engagement citoyen six mois plus tard, en relayant dans ses programmes, ses journaux et sur la chaîne la Journée nationale Non au harcèlement !. Une nouvelle fois, les émissions emblématiques de Journée, *Télématin*, *C'est au programme*, ainsi que les journaux télévisés, mettront un coup de projecteur sur cette journée. Les magazines *Toute une histoire* et *L'histoire continue* seront entièrement consacrés à la question du harcèlement à l'École, au travers de nombreux témoignages, en présence d'un public de lycéens. Sophie Davant recevra notamment la ministre de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, Najat Vallaud-Belkacem, qui écoutera et répondra aux témoins, tout en abordant les nouveaux objectifs du ministère en la matière. Le clip de sensibilisation réalisé par Mélissa Theuriau sera également proposé sur la chaîne et dans les programmes.

Pour amplifier cette mobilisation, les autres chaînes du bouquet France Télévisions diffuseront aussi ce clip, et le magazine de France 5 *Les Maternelles* proposera une émission spéciale, en présence de la ministre.

Le groupe France Télévisions marque ainsi sa volonté d'interroger, de décrypter et de mettre en lumière les questions qui agitent, bousculent et parfois fragilisent notre société, avec l'ambition militante de jouer un rôle moteur en matière de vivre ensemble et de lien social.



NUMERICABLE-SFR

Numericable-SFR est un opérateur global qui dispose de positions d'envergure sur le marché français des télécommunications, que ce soit auprès du grand public, des entreprises, des collectivités ou des opérateurs. Le groupe a pour ambition de créer, à partir du premier réseau en fibre optique et d'un réseau mobile de premier plan, le leader national de la convergence du Très Haut Débit fixe-mobile. Fort de la complémentarité de ses marques, le groupe propose une offre complète d'accès à Internet, de téléphonie fixe et mobile et de services audiovisuels.

En tant qu'acteur engagé pour l'égalité des chances, Numericable-SFR souhaite contribuer au changement apporté par le numérique dans la vie de chacun. La lutte contre le harcèlement en milieu scolaire est une des causes qu'il a souhaité soutenir aux côtés du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en mettant à sa disposition son savoir-faire en matière de télécommunications avec la mise en place du numéro court à tarification gratuite 3020.